



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'Étincelle

Lisez l'Anticapitaliste ! - <https://lanticapitaliste.org/>

pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Lundi 19 avril 2021

Vendredi 23 avril,

tous à l'air libre avec les travailleurs de la culture, contre la réforme de l'assurance chômage, les licenciements, la précarisation du travail !

Le mouvement des travailleurs de la culture s'étend et s'organise, des dizaines de lieux occupés se coordonnent, dans une vingtaine de villes. Ils appellent tous les secteurs à se mobiliser et à manifester le vendredi 23 avril prochain : « Pour l'abrogation de la réforme de l'assurance chômage, contre les licenciements et les suppressions de postes, contre la précarité, pour notre système de santé... » Soutenus par la CGT du Spectacle et SUD Culture, ils ont été rejoints par les confédérations CGT et SUD, des organisations enseignantes, étudiantes et lycéennes.

Les travailleurs de la culture en appellent à tous les autres !

« Une réouverture [des lieux culturels] sans droits sociaux, ça ne sert à rien » explique une occupante du théâtre de l'Odéon. Leur objectif premier est bien de combattre la réforme de l'assurance chômage, dont les intermittents font partie des premières victimes, et d'en appeler à d'autres : à ceux qui se battent contre les fermetures de sites, les licenciements et suppressions de postes, contre les surcharges induites, bref contre les vraies raisons du chômage. À tous ceux n'ayant que des contrats précaires, dans le privé comme dans le public. À Clermont-Ferrand, par exemple, les occupants du théâtre ont reçu des infirmières et aides-soignantes de la CGT-Santé ; à Paris des occupants de l'Odéon étaient à la coordination à l'initiative des TUI (la multinationale du voyage et du tourisme), en lutte contre les suppressions d'emplois.

Contre la réforme de l'assurance chômage

Car cette réforme de l'assurance chômage nous vise tous, chômeurs ou pas. À partir du 1^{er} juillet, le gouvernement veut baisser les allocations tout en les répartissant sur plus de mois. Selon un rapport de l'Unédic, 840 000 personnes connaîtraient ainsi une baisse d'indemnisation de 20 % en moyenne, et jusqu'à 40 % pour certains. Les conditions d'indemnisation sur une période de 24 mois passent de 4 mois de travail à 6 mois. Les demandeurs d'emploi alternant contrats courts et inactivité seront les premiers pénalisés.

Avec un tel gouvernement et les patrons qu'il représente, nous sommes tous des chômeurs ou des travailleurs précarisés en puissance.

**Lisez et contactez l'Étincelle en ligne –
Facebook : NPA L'Étincelle – Renault Lardy**

Pas de souci pour les milliardaires

Le nombre des milliardaires en France passe de 39 à 42 et leur fortune a presque doublé cette année (malgré la crise !) pour monter à plus de 500 milliards d'euros. Entre-temps, le gouvernement multiplie les aides au très gros patronat à coups de « plan de relance », comme ils disent : « *Quoi qu'il en coûte* ». Le Maire remet encore 100 milliards sur la table. Tout cela pour « restructurer » dans les entreprises, rentabiliser, ce qui implique prendre sur les services publics, réduire les postes de soignants en pleine pandémie et en supprimer chez les enseignants...

En 2020, plus de 360 000 emplois salariés ont déjà été détruits, rien que dans le privé. Des centaines de milliers d'autres sont menacés, y compris dans le public. Et les groupes qui licencient sont ceux qui ont été les plus aidés : Sanofi, Air France, Renault, PSA et tant d'autres. Pendant que la charge de travail devient intenable, le nombre de chômeurs augmente.

Les intermittents ne seront pas seuls

Pourtant, des salariés des entreprises menacées se mobilisent, se montrent çà et là. Derrière ceux de Renault ou de PSA, on voit désormais des salariés des fonderies et d'autres sous-traitants de l'automobile. Alors que ceux de TUI tentent de se coordonner avec d'autres et se montrent aux côtés des centres techniques de Renault, les livreurs s'organisent contre les plateformes.

Le 23 avril, plus il y aura de secteurs représentés partout où c'est possible, plus ce sera une étape vers un déconfinement du « Tous ensemble », qui fera reculer patronat et gouvernement.

**Manifestation à Paris, vendredi 23 avril,
14 heures, Place d'Italie**

« On n'est pas du bétail, on n'est pas à vendre ! »

En 15 jours, 2 accidents de salariés de la maintenance se sont produits sur le site. Pas étonnant, car ils sont nombreux à ne plus trouver le sommeil depuis l'annonce de leur vente à P2M. Nous étions encore 150 jeudi 8 avril face à Calvo pour exiger le retrait du projet de vente des 27 salariés.

Il est temps que les insomnies changent de camp.

Les Renault font le siège

Pari réussi malgré le confinement. Jeudi 8 avril, 300 personnes ont manifesté devant le siège social de Renault à Boulogne pour protester contre les suppressions d'emplois et l'externalisation de la maintenance des moyens d'essais de l'Ingénierie.

Le gros des manifestants était composé de salariés de Lardy, Guyancourt et Aubevoye, ainsi que de la fonderie MBF de Saint-Claude (Jura) en redressement judiciaire et qui a comme client Renault et PSA. Un moment de convergence entre plusieurs sites et différentes entreprises, qui en appelle d'autres à l'avenir !

Un mensonge répété ne devient pas vérité

Comme des ministres sur des plateaux télé, les directeurs reprennent en perroquets ce que leur dicte leur chef. G. Le Borgne a lancé lors du All-staff Meeting du 8 avril que l'externalisation de la maintenance était une chance pour les salariés puisqu'ils allaient rester chez P2M sur leur site au minimum 5 ans, ajoutant : « *qui peut dire qu'il est garanti en terme de travail pendant 5 ans ?* ». Et bien, S. Calvo, venue à Lardy la semaine dernière, a sorti la même phrase aux syndicats.

Même répétés à l'infini, leurs mensonges ne nous feront pas croire qu'il vaut mieux être prestataires que salariés Renault. Les plus de 400 sous-traitants virés du site depuis 1 an peuvent en témoigner.

Leur projet d'externalisation montre simplement qu'avoir un contrat Renault, ça ne nous protège pas de la casse sociale. Il n'y a que la lutte collective et déterminée qui le fera !

Toujours plus de profit, toujours plus de précarité

Dans le dernier JDD, Luca de Meo annonce que Renault devrait atteindre le seuil des 2 milliards d'économies plus tôt que prévu.

Ainsi, non contente d'atteindre déjà leur objectif, la direction en veut toujours plus pour ravir les actionnaires : l'externalisation de la maintenance sera sans doute le bonus, quitte à jeter encore plus de salariés dans la précarité. Ils accélèrent leur course au profit, accélérons la riposte.

Luca d'espèces

L'AG des actionnaires de Renault se tiendra le 23 avril à huis clos. Au programme, le vote à distance du salaire de Luca De Meo pour 2021 : 1,3 millions

d'euros de part fixe, 1,95 millions de part variable et 75 000 actions gratuites, soit – au cours actuel de l'action – 6 millions d'euros au total.

Et dire qu'on croyait que Renault n'avait plus d'argent.

Actions de grâce

En 2020, Renault « *a affecté 1 270 000 actions à l'objectif de mise en oeuvre de tout plan d'attribution gratuite d'actions [...] destinés aux salariés et dirigeants de la Société* » lit-on dans la 20ème résolution de la brochure de convocation de l'AG des actionnaires. La brochure ne cite pas les noms des salariés et dirigeants bénéficiaires des actions gratuites. On parie que les cadres mercenaires recrutés pour virer des salariés sont parmi les heureux bénéficiaires.

Pas question de les laisser faire, passons à l'action !

Fonderies et équipementiers en lutte

À Caudan, dans le Poitou, à MBF Saint-Claude ou à la SAM à Decazeville, les fonderies sont menacées par des milliers de suppressions de postes. Cette casse sociale orchestrée par les constructeurs touche aussi les sous-traitants (comme l'usine Bosch de Rodez). Les réactions ne manquent pas : les salariés de la SAM se sont mis en grève et ceux de MBF ont manifesté ce week-end. Il faut les faire converger !

Renault, PSA, sous-traitants et prestataires, c'est tous ensemble qu'on sauvera nos emplois !

Bruno le mytho

Bruno Le Maire a prétendu avoir obtenu la « relocalisation » de la production d'un moteur pour « sauver » l'usine PSA de Douvrin. En réalité, le moteur EP à essence fabriqué à Douvrin sera bien fabriqué en Hongrie et l'usine ne produira plus que la nouvelle génération du moteur EB.

Leurs effets de manches protectionnistes ne servent qu'à opposer les travailleurs entre eux pour couvrir les vrais responsables du chômage.

Reclassements bidons

À Douvrin, alors que des centaines d'emplois sont menacés, PSA promet des reclassements dans la future usine de batteries ACC prévue dans le Nord : entre 1400 et 2000 postes... à l'horizon 2030 ! Car il faudrait déjà y reclasser des salariés de l'usine de Bridgestone de Béthune.

Les patrons de PSA espèrent qu'en mettant en concurrence les salariés, ils se battront entre eux pour avoir un emploi. À l'échelle de l'Europe ou dans une même région, les travailleurs ont les mêmes intérêts : PSA a fait 15 milliards de bénéfices en 6 ans : il y a largement de quoi partager le travail entre tous.

Les salariés de Douvrin ont déjà commencé à s'organiser pour riposter collectivement. Ils ont bien raison : c'est la seule voie.